

AFFAIRES

La Presse



Le courrier de Michel Girard Page 3

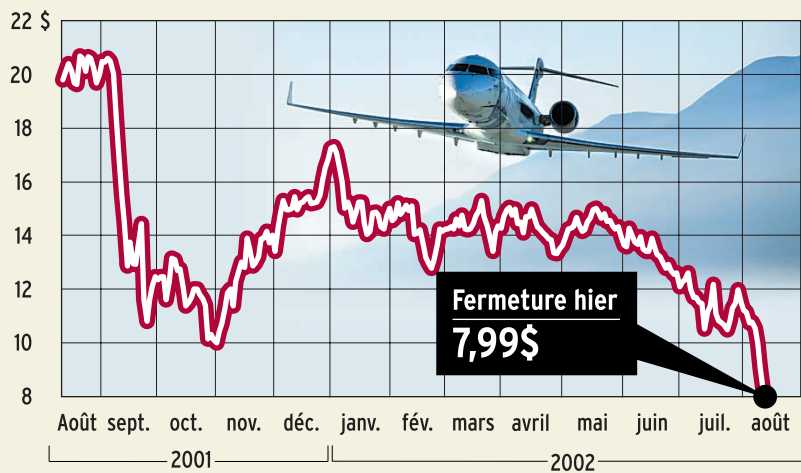
Moins de bonbons de Québec au multimédia Page 2

S&P / TSX	TSX CROISSANCE	S&P / TSX 60	NASDAQ CANADA	NASDAQ	DOW JONES	S&P 500	OR	PÉTROLE	DOLLAR	
6557,57 7.50 0.1% ▲	1012,16 -2.78 -0.3% ▼	368,72 0.26 0.1% ▲	208,25 -3.17 -1.5% ▼	1345,01 10.71 0.8% ▲	8818,14 74.83 0.9% ▲	930,25 10.63 1.2% ▲	314,30 \$US 2.50 0.8% ▲	27,23 \$US 0.31 1.2% ▲	64,08 CUS 0.12 ▲	65,35 €EURO 0.00

CAHIER D | LA PRESSE | MONTRÉAL | VENDREDI 16 AOÛT 2002

BOURSES

Bombardier dans un trou d'air



Source : Bloomberg

L'action de Bombardier encaisse les coups d'Amtrak

MICHÈLE BOISVERT

LES MAUVAISES nouvelles fusent de tous les côtés chez Bombardier. Pour la deuxième journée, son client ferroviaire Amtrak a annulé son service de trains à haute vitesse liant Boston à Washington. Amtrak a indiqué hier avoir découvert des fissures supplémentaires sur des supports d'amortisseurs des trains Acela Express, trains à grande vitesse fabriqués conjointement par Bombardier et Alstom.

Bombardier et Amtrak sont en conflit ouvert au sujet de la facture de ce contrat. Bombardier a déposé

une poursuite de 200 millions de dollars américains contre Amtrak en novembre 2001.

« Ce ne sont pas des problèmes majeurs », déclare Carol Sharpe, porte-parole de Bombardier Transport pour l'Amérique du Nord, parlant des difficultés techniques soulignées à grand trait par Amtrak depuis une semaine. Amtrak dit avoir mis ses TGV hors service à cause d'un risque — peu élevé — de déraillement.

Voir BOMBARDIER en D2

STÉPHANIE GRAMMOND

Comme on s'en doutait, les détenteurs de fonds communs de placement ont encaissé des pertes importantes en juillet, alors que la plupart des grands indices boursiers ont fracassé des planchers.

Les statistiques publiées par Morningstar, hier, ont confirmé l'ampleur des dégâts. En juillet, 83 % des fonds disponibles au Canada étaient dans le rouge. Leur rendement médian a été négatif de 4,1 %. Souvent plus significative que la moyenne, la médiane est le niveau où on compte autant de fonds avec un rendement supérieur qu'avec un rendement inférieur.

La chute du mois de juillet a fait suite à celle du mois de juin, au cours duquel 84 % des fonds avaient perdu des plumes, pour un rendement médian de -5 %.

Sur deux mois, il s'agit donc du pire recul de l'industrie des fonds depuis l'été 1998. La baisse dépend des scandales comptables de juin qui ont ravagé la confiance des investisseurs, rapporte Rob Chang, analyste chez Morningstar.

« Les investisseurs désenchantés

ont retiré leur argent des marchés boursiers, ce qui a contribué à la pire baisse des fonds communs, sur deux mois, depuis quatre ans », a-t-il noté.

Peu de rescapés

La débânde n'a épargné à peu près personne. Seuls les fonds de marchés monétaires et d'obligations ont permis aux investisseurs de garder la tête hors de l'eau.

Parmi les fonds qui investissent dans les actions, seuls ceux qui se spécialisent dans le secteur des soins de santé ont réussi à faire une petite avancée. Mais ce n'est certainement pas leur rendement de 0,2 % en juillet qui permettra aux détenteurs de panser leurs plaies, puisque cette catégorie a perdu près du quart de sa valeur depuis 12 mois.

À l'autre extrême, les fonds d'or et de métaux précieux ont subi un revers de fortune en juillet. Eux qui ont livré la meilleure performance depuis un an (+55,7 %), viennent d'afficher le pire recul (-13,8 %), le mois dernier.

Les fonds d'actions canadiennes ont flanché de 6,55 %, en juillet, ce qui porte leur recul à 10,6 % depuis 12 mois. Mais pour se consoler, les investisseurs peuvent se dire que l'indice de la Bourse canadienne, le S&P/TSX, a baissé encore davantage, soit de 12,66 % de-

puis 12 mois. Cependant, tous ceux qui possèdent un fonds indicial qui calque la composition de l'indice S&P/TSX60 ont été perdants, puisque cet indice regroupant les 60 plus grandes sociétés de la Bourse de Toronto a baissé de 15,1 %.

Retraits majeurs des fonds

Par ailleurs, les statistiques définitives publiées, hier, par l'Institut des fonds d'investissement du Canada (IFIC), ont confirmé que les détenteurs de fonds communs se sont précipités vers la porte de sortie, le mois dernier.

L'industrie a accusé des retraits nets de 1,1 milliard. Il s'agit du quatrième mois consécutif de retraits pour les fonds. Les retraits nets correspondent aux sommes que les investisseurs ont retirées, moins l'argent qu'ils ont investi (excluant les distributions automatiquement réinvesties).

« C'est malheureux et terrible ! Monsieur Warren Buffet (investisseur américain étoile) achète sans arrêt en ce moment, tandis que monsieur et madame Tout le monde vend », a déploré Michel Marcoux, président de la firme spécialisée en fonds communs, Avantages services financiers.

Voir FONDS en D2



Photo General Motors ©

Assemblage de camions Hummer dans une usine de General Motors en Indiana.

| ÉTATS-UNIS |

Le secteur manufacturier s'essouffle

RICHARD DUPAUL

LA PRODUCTION manufacturière aux États-Unis a connu en juillet sa plus faible croissance en trois mois, et les demandes d'assurance-emploi au pays ont augmenté plus que prévu le mois dernier, deux autres signes montrant que l'économie américaine a du mal à retrouver le chemin de la croissance après un deuxième trimestre au ralenti.

La Réserve fédérale a annoncé hier que

la production industrielle, qui comprend le secteur manufacturier, les mines et les fournisseurs de services publics, a connu une croissance de 0,2 % en juillet. Cela se compare à une hausse de 0,7 % en juin, et c'est le plus faible résultat depuis avril.

Le secteur manufacturier, qui est responsable de 90 % de la production industrielle, a connu une hausse plus faible de 0,1 % après avoir grimpé de 0,6 % au cours de chacun des deux mois précédents.

Ces données confirment que le secteur

manufacturier tarde à se remettre en marche, après que les entreprises eurent rebâti leurs stocks au cours des six premiers mois de 2002. « Clairement, l'effet de restockage des entreprises est en train de se dissiper. La grande question est de savoir si la demande va reprendre pour justifier d'autres hausses de production », affirme Avery Shenfeld, économiste principal à la Banque CIBC.

Voir MANUFACTURIER en D2

La CVMQ scrutera à la loupe les déclarations des compagnies

MARTYNE COUTURE
LA PRESSE À TORONTO

LA COMMISSION des valeurs mobilières du Québec (CVMQ) s'apprête à lancer une campagne de vérification des documents déposés par les 150 plus importantes entreprises québécoises auprès des autorités réglementaires afin de s'assurer de leur conformité.

La CVMQ espère ainsi éviter les scandales financiers qui affligent les marchés : « Nous étudions la question depuis un petit bout de temps », a déclaré à La Presse la porte-parole de la CVMQ, Barbara Timmins. « Mais compte tenue de la situation aux États-Unis, nous regardons comment nous pouvons le faire plus rapidement. »

En ce moment, seulement 25 % des sociétés à capital ouvert dont le siège social est au Québec font l'objet d'une révision de leurs documents d'information continue. « Nous étudions en ce moment les ressources dont nous aurons besoin pour faire des révisions de manière approfondie et complète », a ajouté la porte-parole.

Cette campagne de vérification signifie qu'à compter de septembre, et ce pendant un an, la CVMQ vérifiera tous les documents soumis par les entreprises, tels que les rapports annuels et trimestriels.

Les 150 entreprises qui feront l'objet de cette surveillance accrue ont été sélectionnées selon l'indice Québec 150, dont le maintien est assuré par un organisme sans but lucratif créé par le département de finance de l'Université de Sherbrooke et l'Institut de recherche en économie contemporaine.

Voir CVMQ en D2



Dans le ventre de l'Italie

VACANCES VOYAGE

Demain dans **La Presse**

30688794

ZONE DE COMMERCE ÉLECTRONIQUE |

Québec vérifiera les antécédents des « citoyens corporatifs »

TRISTAN PÉLOQUIN

Le ministère des Finances du Québec évalue actuellement de nouvelles procédures d'admission au programme de crédits d'impôt pour la Zone de commerce électronique, afin éviter que de telles subventions ne soient remises à des « citoyens corporatifs qui ne répondent pas aux normes de notre société ».

C'est du moins ce qu'a affirmé la semaine dernière le directeur des affaires publiques du ministère des Finances, Laurent Hémond, au cours d'un entretien téléphonique avec *La Presse*.

En mai, la ministre des Finances, Pauline Marois, et le premier ministre Bernard Landry avaient annoncé en conférence de presse l'octroi de 28 millions en crédits d'impôt à une douzaine d'entreprises du domaine du commerce électronique. À leur côtés, le président de l'entreprise Ideas & Associates, Arthur Gutch, avait volé la vedette en qualifiant Montréal de « Silicon Valley sous la neige » et de « secret le mieux gardé d'Amérique du Nord », tout en faisant miroiter la créations de centaines d'emplois technos.

Moins d'un mois plus tard, l'en-

treprise fermait ses portes, laissant en plan une trentaine d'employés impayés pour leurs services, et laissant le gouvernement dans un profond embarras. Les porte-paroles ministériels avaient souligné que la firme n'avait jamais même approché l'étape administrative où un chèque aurait été autorisé, mais personne à Québec n'avait aimé les apparences de l'affaire.

Les entreprises qui participent au programme ont droit, en principe, à des crédits d'impôt équivalant à 35 % des salaires des nouveaux emplois, pour une période de cinq ans.

À la suite de la fermeture de Ideas & Associates, « le ministère s'est questionné sur la possibilité de travailler sur une approche qui minimise les risques que nous développons un partenariat indésirable », explique M. Hémond.

Il demeure toutefois impossible pour le moment d'obtenir plus de détails sur ces nouvelles procédures d'admission. « Nous pourrions probablement en faire l'annonce dans quelques semaines », promet le directeur des affaires publiques du ministère.

« En choisissant une approche bureaucratique minimale, nous nous exposons nécessairement à un certain risque puisqu'il y a des vérifications que nous ne pouvons pas faire. Peu importe les résultats de nos vérifications, il n'est pas impossible que se produise un partenariat indésirable. »

Les ventes des grands détaillants augmentent

Presse Canadienne

OTTAWA — Les ventes des grands détaillants ont augmenté de 6,1 % en juin par rapport au même mois de 2001.

Selon les données rendues publiques hier par Statistique Canada, tous les grands groupes de produits ont affiché une forte hausse par rapport à juin 2001, à l'exception des ventes d'articles et de fournitures pour la maison ainsi que d'aliments et de boissons, qui se sont accrues légèrement.

« Après des résultats d'une année à l'autre relativement faibles en mai, les ventes de vêtements, de chaussures et d'accessoires, de même que les ventes de quincaillerie

et de produits pour la pelouse et le jardin ont connu une hausse importante en juin », a précisé l'agence fédérale.

« Il est possible que les consommateurs aient remis certains achats à juin en raison du temps frais qu'ont connu la plupart des régions du pays en mai. »

Au premier semestre, les ventes des grands détaillants ont crû de 6,6 % par rapport aux six premiers mois de 2001.

Ce groupe de détaillants représente environ 38 % du total annuel des ventes du commerce de détail, à l'exclusion des concessionnaires de véhicules automobiles et de véhicules récréatifs.

Canam Manac décroche un contrat de 72,7 millions

d'après PC et Reuters

LE GROUPE Canam Manac a annoncé hier l'obtention d'un contrat de 72,7 millions pour la construction d'un imposant centre d'affaires dans les Caraïbes, en coparticipation avec une entreprise mexicaine.

La société industrielle a déclaré que ce contrat, pour la fabrication et le montage de plus de 33 000 tonnes de charpente et de composantes métalliques, est le deuxième plus important de son histoire.

Canam Manac réalisera ce projet en coparticipation avec le charpentier mexicain Fervi S.A. de C.V.

En vertu de l'entente, la fabrication des composantes sera répartie entre les usines des deux entreprises situées au Canada, aux États-

Unis et au Mexique, alors que les travaux de conception et d'ingénierie seront effectués par les équipes du Groupe Canam Manac à Boucherville, en Beauce et en Roumanie.

Les travaux pour la construction de ce centre d'affaires — qui comprend un centre commercial — s'échelonneront sur une période de 21 mois et devraient se terminer en juillet 2004.

Le centre d'affaires comprend un centre commercial, trois édifices à bureaux et un hôtel, pour un total de 4,5 millions de pieds carrés de superficie. En comparaison, la tour Sears, à Chicago, fait 3,5 millions de pieds carrés.

CVMQ

Suite de la page D1

On ignore si la CVMQ devra embaucher du personnel supplémentaire. La porte-parole indique que les coûts de cette campagne font toujours l'objet d'un examen. « Notre analyse est presque complète. Les décisions seront prises en conséquence », a répondu Barbara Timmins.

Cette campagne éclair sera un miroir de l'initiative semblable annoncée hier à Toronto par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMQ), qui augmente les effectifs de son « équipe d'information continue », créée en 1999. Le groupe de 25 personnes, composé notamment de comptables et d'avocats, sera appuyé de huit autres spécialistes de la CVMQ, qui d'habitude veillent entre autres au dépôt de prospectus.

La CVMQ intensifie ses activités de surveillance, alors qu'elle procédera cette année à la vérification systématique des documents financiers des 100 plus importantes so-

ciétés cotées à la Bourse de Toronto dont le siège social est en Ontario, ce qui représente 45 entreprises.

Tout comme au Québec, la CVMQ a d'habitude pour objectif de vérifier annuellement les documents de 25 % des émetteurs.

De plus, la CVMQ divulguera le nom des entreprises obligées de soumettre de nouveau leurs documents d'information continue. « Cela rendra le processus plus transparent et plus visible quand quelqu'un aura enfreint les règles », a indiqué à *La Presse* le responsable de l'information continue auprès de la CVMQ, John Hughes.

Il espère ainsi que les investisseurs et les entreprises comprendront que la CVMQ devient de plus en plus sévère : « Il n'y a aucun doute que le public est inquiet et qu'il veut que la CVMQ s'occupe de ceux qui ne se conforment pas aux règles. »

En juillet, l'hémorragie s'est poursuivie dans les fonds de marchés monétaires, qui ont vécu des retraits nets de 296 millions.

L'an dernier, un grand nombre d'investisseurs avaient stationné leur argent dans des fonds de marchés monétaires en attendant que les Bourses redémarrent. Mais au cours des derniers mois, plusieurs sont retournés vers des dépôts à terme ou autres placements garantis, à la faveur d'une légère remontée des taux d'intérêt. Depuis le début de l'année, les retraits atteignent donc 3,2 milliards dans les fonds de marchés monétaires, dont l'actif s'établit à 60,2 milliards.

Mais en juillet, les autres catégories de fonds ont subi des retraits encore plus importants. Les détenteurs de parts ont retiré 441 millions des fonds d'actions étrangères, 260 millions des fonds d'actions canadiennes, 123 millions des fonds d'obligations et 111 millions des fonds équilibrés.

Or, en additionnant l'effet du retrait des investisseurs à la cure amaigrissante qui résulte des rendements négatifs, on constate que l'actif total de l'industrie des fonds a perdu beaucoup de poids. Il s'élève à 400,5 milliards, soit une baisse de 3,9 % par rapport en juin dernier... et de 8,8 % par rapport au sommet historique de 438 milliards atteint en août 2000.

FONDS

Suite de la page D1

Peu de fonds échappent à la glissade

Dans l'ensemble, les fonds ont perdu 4,1% en juillet et 9,3% depuis 12 mois

CATÉGORIE	RENDEMENT EN % EN JUILLET	RENDEMENT EN % DEPUIS 12 MOIS
Obligations internationales	4,50	14,10
Marché monétaire international	1,70	6,40
Obligations canadiennes	1,20	6,30
Hypothèques canadiennes	0,70	5,10
Soins de santé	0,20	-22,70
Marché monétaire canadien	0,14	1,88
Marché monétaire américain	0,06	1,31
Actions asiatiques (sauf Japon)	-1,20	6,00
Immobilier	-1,70	6,50
Répartition de l'actif global	-2,90	-9,40
Équilibré canadien	-3,10	-5,10
Actions japonaises	-3,20	-12,50
Répartition de l'actif canadien	-3,60	-5,20
Dividendes canadiens	-4,10	-2,40
Actions américaines	-4,10	-23,00
Science et technologie	-5,90	-43,20
Services financiers	-6,20	-12,90
Actions internationales	-6,20	-16,40
Actions canadiennes	-6,50	-10,60
Actions canadiennes (petites capitalisations)	-7,70	-1,70
Ressources naturelles	-9,50	7,00
Métaux précieux	-13,80	55,70

Source : Morningstar

BOMBARDIER

Suite de la page D1

Bombardier minimise ce risque : « Il ne s'agit pas d'une question de vie ou de mort pour les passagers d'Amtrak. Cela dit, nous respectons la décision du transporteur ferroviaire américain de suspendre son service de trains haute vitesse. »

Richard Stoneman, analyste chez Dundee Securities, abonde dans le même sens : « N'oublions pas une chose : Bombardier poursuit actuellement Amtrak devant les tribunaux. Il n'est pas impossible qu'Amtrak tente, avec toute cette histoire, de mettre de la pression sur Bombardier. »

« Il n'y a rien d'anormal à ce que de tels problèmes surgissent » dans le cours d'un contrat de cette complexité technique et de cette ampleur.

Carol Sharpe n'a pas voulu faire de commentaires à ce sujet : « Tout ce que je peux dire, c'est que nous n'avons pas encore décelé la cause principale du problème. Nous avons révisé les procédures de réparation et elles doivent maintenant être approuvées par Amtrak. »

Le transporteur ferroviaire américain devait faire l'examen des procédures hier soir. Pour l'instant, Bombardier n'a aucune idée de la durée que pourraient prendre les réparations et du coût qu'elles pourraient entraîner.

Quand au secteur aéronautique, l'annonce faite mercredi soir par

United Airlines qu'elle pourrait se placer sous la protection de la loi sur la faillite a secoué tous les joueurs de l'industrie.

Trois transporteurs régionaux, affiliés à United Airlines, sont des clients de Bombardier : Air Wisconsin, Atlantic Coast et SkyWest Airlines. L'entreprise montréalaise est en contact constant avec ces trois transporteurs et aucune annulation de commandes de jets régionaux n'est actuellement envisagée.

Air Wisconsin a une commande ferme pour 58 appareils ; de ce nombre 22 ont été livrés. Pour ce qui est d'Atlantic Coast, la commande ferme porte sur 121 avions et à ce jour, 64 ont été livrés. Enfin, SkyWest a commandé 100 appareils, et 42 ont été livrés.

« Notre cadence de production des CRJ de 50 places, les avions qu'exploitent ces transporteurs régionaux, est de un appareil à tous les 1,5 jour. Elle ne changera pas, du moins pas à court terme, affirme Sylvie Gauthier. Cette cadence est celle que nous avions avant les événements du 11 septembre. »

Malgré les assurances de Bombardier, plusieurs analystes ont révisé à la baisse le cours cible sur l'action de l'entreprise montréalaise.

C'est le cas notamment de Steve Laciak, analyste à la Financière Banque Nationale : « La possibilité qu'United Airlines puisse se placer

sous la protection de la loi sur les faillites pourrait entraîner des annulations de commandes, écrit-il. Il y a beaucoup de sujets d'inquiétude entourant actuellement Bombardier. Voilà pourquoi nous invitons les actionnaires à faire preuve de prudence. »

Le 15 juillet dernier, Steve Laciak améliorerait sa recommandation sur le titre de Bombardier, la faisant passer de « conserver » à « achat ». Dans la note publiée hier, il reconnaît que cette amélioration était prématurée.

Mais au prix où se négocie actuellement l'action de Bombardier, l'analyste maintient sa recommandation d'achat. Il a cependant révisé son cours cible, le faisant passer de 15 \$ à 12 \$ pour les 12 prochains mois.

Richard Stoneman, de Dundee Securities, estime pour sa part que l'action de Bombardier souffre actuellement d'un excès de pessimisme.

« Les investisseurs ne peuvent digérer qu'un certain nombre de mauvaises nouvelles à la fois », déclare M. Stoneman.

L'analyste recommande lui aussi l'achat de Bombardier. Il est actuellement à réviser son cours cible.

Dans toute cette tourmente, l'action de Bombardier a poursuivi sa descente hier, perdant 16 cents pour clôturer à 7,99 \$.

Précision

DANS UN TEXTE publié hier sur l'action en Bourse d'Axcan Pharma, de Mont-Saint-Hilaire, *La Presse* a erronément rapporté qu'un analyste financier avait réduit mercredi son prix cible à 14 \$ canadiens, soit 4 \$ de moins que le prix de fermeture de mercredi. Le pronostic boursier était rédigé plutôt en dollars américains. La phrase aurait donc dû se lire comme suit : « Lennox Gibbs, analyste chez Marchés mondiaux CIBC, a tronçonné son prix cible de 7,80 \$ (5 \$ US), le faisant passer de 29,66 \$ (19 \$ US) à 21,86 \$ (14 \$ US). *La Presse* regrette l'erreur.

700

Affaires

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

A FAIRE 1 million \$ et +, 5 ans possible. à 514-323-4058. <http://antifraude2002.tripod.ca>

800

Avis

801 AVIS LÉGAUX, APPELS D'OFFRES

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC
PROCÉDURE SIMPLIFIÉE COUR DU QUÉBEC (Chambre civile)

District de Montréal
No 500-22-073830-021
RAJESKANNAN RAJAGOPAL,
demandeur
c.
GUNARATNAM SELVAKUMAR,
défendeur
ASSIGNATION

ORDRE est donné à GUNARATNAM SELVAKUMAR de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1 Notre-Dame E., salle 1.100 dans les 30 jours de la date de la publication du présent avis dans *La Presse*. Une copie de la déclaration d'action a été remise au greffe à l'intention de GUNARATNAM SELVAKUMAR.

Montréal, ce 31 juillet 2002
Marie-France Lavoie, greffier-adjoint

800

Avis

801 AVIS LÉGAUX, APPELS D'OFFRES

LE 162 Des Pins, St-Jean-de-Matha, J0K 2S0, est la résidence familiale de Michel Beaupré et Judith Choquette.

805 AVIS DIVERS, COMMUNIQUÉS

C.O.M.O. TIRAGE #33
4398 5695 5062 5292 3917 4738 5326
CHERCHONS hommes et femmes ayant reçu un diagnostic d'hépatite C, et qui voudraient participer à une discussion d'une durée de 2 heures réalisé dans le cadre d'une étude médicale. Offrons 100\$ en guise de remerciement. Contacter nous: 514 932-7511

**VIRAGE**

Un don pour la vie
Un don pour l'espoir et pour l'entraide
VIRAGE

Groupe d'entraide pour personnes atteintes de cancer et leurs proches
CHUM, Hôpital Notre-Dame
pavillon Mailloux local K1253-5
1560, rue Sherbrooke Est
Montréal, Qc H2L 4M1
(514) 890-8000 poste 28139

PH03

MICHEL GIRARD > FINANCES PERSONNELLES

mgirard@lapresse.ca

Le Canada « plus meilleur » que les États-Unis ?

Question — J’ai suivi avec intérêt (à cause de mon portefeuille) les scandales boursiers qui ont éclaté aux États-Unis depuis un peu plus d’un an. J’ai constaté que se sont seulement des hauts dirigeants de compagnies américaines qui se sont fait prendre dans la saga des irrégularités comptables. Devons-nous en conclure que nos compagnies sont mieux surveillées ? Que les grands patrons des compagnies canadiennes sont plus honnêtes que leurs collègues américains ? Comme il n’y a pas eu dévoilement de nouveaux scandales la journée limite du 14 août, peut-on croire que le pire est passé et que la Bourse va retrouver son élan à la hausse ?

Maurice E.C.

La saga des irrégularités comptables a éclaté au grand jour aux États-Unis avec l’affaire Enron, là où la créativité comptable débordait d’imagination maligne. Dans les mois qui ont suivi, le nombre de compagnies dotées d’une comptabilité hautement créative s’est multiplié au point où, cet été, chaque semaine amenait quasiment son scandale aux États-Unis. Sans compter les cas de manipulation boursière. Pendant ce temps-là, le Canada faisait figure de « plus meilleur », comme dirait Jean Chrétien, et se tenait à l’abri des scandales boursiers. Il faut préciser que les enquêteurs de la SEC (Security Exchange Commission) sont nettement mieux outillés que nos enquêteurs des commissions des valeurs mobilières canadiennes pour

Si aucun scandale n’a vu le jour au Canada ces derniers temps, c’est peut-être parce qu’on est moins efficaces que la SEC...

analyser les états financiers des grandes sociétés et ainsi déterrer des scandales boursiers. Si aucun scandale n’a vu le jour au Canada ces derniers temps, c’est peut-être parce qu’on est moins efficaces que la SEC ! Prenons les cas de manipulation boursière. Au Canada, les commissions des valeurs mobilières n’en voient presque pas, alors que les observateurs moindrement aguerris sont capables d’en montrer un grand nombre. Dans le passé, le Canada a tout de même eu son lot de grands scandales boursiers. Deux noms me viennent rapidement en tête : BRE-X et Cinar.

Par ailleurs, ce n’est pas parce que la date limite pour confesser les irrégularités comptables devant la SEC est maintenant chose du passé que d’autres scandales boursiers ne seront pas mis au jour au cours des prochains mois. D’autant plus qu’un délai (pour certifier la rigueur des états financiers) jusqu’en novembre prochain a été accordé à 250 grandes compagnies américaines (pour des raisons de calendrier fiscal). N’oublions pas par ailleurs que l’embauche de 100 enquêteurs additionnels par la SEC ne produira des résultats que plus tard.

En ce qui concerne maintenant le comportement du marché, ce n’est pas parce que la date limite du 14 août pour passer au confessionnal est chose du passé, que Wall Street va virer de cap et transformer un marché fondamentalement à la baisse depuis



POUR RETROUVER
LES TEXTES DES CHRONIQUEURS
www.cyberpresse.ca/chroniqueurs

deux ans en un nouveau marché haussier. Si vous avez suivi avec attention le comportement de la Bourse depuis le sommet historique de mars 2000, vous avez constaté que l’on a régulièrement retesté de nouveaux creux sur les indices majeurs que sont le Dow Jones, le S&P 500, le NASDAQ, le S&P/TSX.

À chaque fois, vous avez également constaté que la Bourse tentait de se redresser d’aplomb en entreprenant un super rallye à la hausse, allant de 900 à 1350 points sur le Dow Jones.

Au cours de son dernier et récent creux, le Dow Jones a reculé à 7532 points.

Depuis, il a de nouveau effectué un autre super rallye de 1200 points et plus.

Va-t-il suivre le modèle des deux dernières années et refaire un nouveau creux ?

Matte mis en échec

Dans une chronique publiée le 2 mars dernier, je signalais que le réputé courtier en produits de retraite, André Matte, risquait de perdre, après 38 ans de service, son permis de travail. La Chambre de la sécurité financière, l’organisme paragouvernemental chargé par le Bureau des services financiers de surveiller l’encadrement des courtiers, menaçait de lui retirer son permis sous prétexte que M. Matte n’avait pas accumulé 40 unités de formation continue, tel que la loi l’exige.

M. Matte refusait de se plier à cette exigence « parce qu’on veut m’imposer des cours de formation sur des sujets qui ne font pas partie de ma pratique ».

M. Matte est reconnu dans tout le pays comme étant l’un des grands experts en

produits de retraite : rentes viagères, FERR, fonds de revenu viager, compte de retraite immobilisé.

Après lui avoir reconnu une vingtaine d’unités de formation pour avoir publié le livre *L’Après-REER* et une série d’articles sur les produits de retraite, toujours est-il que le Bureau des services financiers a décidé de lui renouveler un seul des trois permis de travail, soit celui lui permettant de vendre des fonds communs (courtage en épargne collective).

À partir du 1^{er} septembre, on lui retirera ses permis en assurance de personnes et assurance collective de personnes.

Conséquemment, il ne pourra notamment plus vendre des rentes viagères, un produit populaire qu’il connaît à la perfection.

Bien que M. Matte soit expert en matière de produits de retraite, le Bureau des services financiers tient mordicus à ce qu’il poursuive des cours de formation continue, comme tout le monde.

Pas de passe-droit même si les cours en question lui sont carrément inutiles.

« J’ai discuté avec le conseiller politique de M^{me} Pauline Marois, explique M. Matte. Après s’être montré sympathique devant ma cause, il m’a fait comprendre que la loi étant la loi, je n’avais d’autre choix que de me soumettre aux exigences de la Chambre de la sécurité financière. Je dois ajouter que la relation entre la Chambre et moi n’est pas au beau fixe : on me considère comme un emmerdeur. »

Comme il a besoin de ses deux permis (assurance collective et épargne collective) pour exercer adéquatement son métier, M. Matte se voit donc dans l’obligation, dit-il, de prendre une retraite... non planifiée.

« Je refuse de me prostituer en suivant des cours qui me sont carrément inutiles et ce pour respecter une aberration de la loi », dit-il.

Les avis sont partagés quant à la valeur de Research in Motion



MARTYNE COUTURE
PROFIL BOURSIER

TORONTO — Le chouchou canadien des télécommunications Research in Motion a beau être populaire auprès des entreprises, des magazines spécialisés en informatique ainsi que des vedettes, le spécialiste de la messagerie sans fil n’arrive pas à gagner de nouveau la faveur des investisseurs.

Quatre mois après un avertissement de l’entreprise de Waterloo, en Ontario, selon lequel les revenus de l’entreprise seraient moins élevés que prévus, le titre de RIM à la Bourse de Toronto éprouve toujours des difficultés : à 46 \$ en avril, l’action oscille maintenant autour des 16 \$.

Au sommet de la bulle technologique, en mars 2000, le titre avait atteint 227 \$. S’il a repris sa pente descendante, c’est que les dirigeants ne prévoient plus que des revenus de 350 à 375 millions de dollars pour l’année en cours, par rapport à 375 à 425 millions auparavant. Tout de même, le titre a connu une poussée au-dessus des 22 \$ à la mi-juillet, lorsque RIM a rapporté une perte moins élevée que prévu au 1^{er} trimestre.

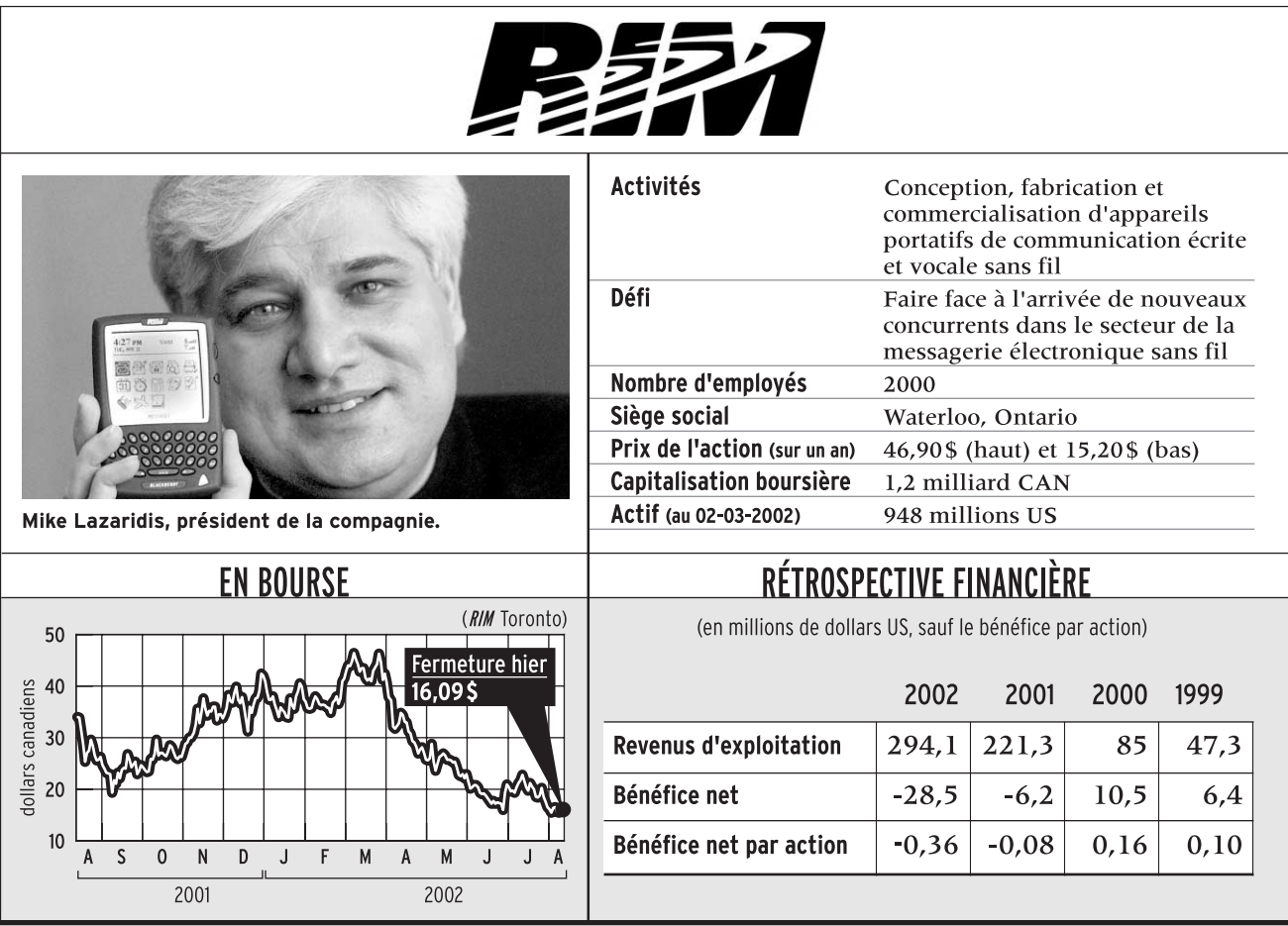
Mais pendant que le titre baisse, les ventes de BlackBerry, elles, continuent d’augmenter. Plus de 355 000 personnes, au sein de 14 400 entreprises et organismes, utilisent maintenant cet appareil de poche qui permet entre autres d’envoyer et de recevoir du courrier électronique sans fil. C’est plus que le double de l’an dernier, alors qu’on comptait 165 000 usagers.

Les revenus de l’entreprise sont également en hausse de 33 %, au dernier exercice financier, pour atteindre 294 millions US, suivant une augmentation de 160 % en 2001.

Les effectifs ont quant à eux quadruplé en deux ans, passant de 492 à 2000 répartis un peu partout dans le monde.

Mais les investisseurs ne sont toujours pas convaincus. « Depuis quelque temps, les marchés boursiers se préoccupent moins du nombre d’abonnés supplémentaires et davantage de la rentabilité des entreprises », explique un analyste de l’équipe canadienne de recherche de Fidelity. Selon Jody Simes, l’augmentation des ventes dans certains secteurs est parfois contrecarrée par la baisse des marges de profit.

Certains rapports de recherche publiés récemment n’ont rien fait pour aider la cause de RIM : par exemple, les analystes de UBS Warburg ont publié deux documents depuis le début du mois, réitérant leurs craintes. La firme de



courtage maintient la cote *hold*, qui signifie pour UBS un « faible degré de confiance ».

De plus, UBS a fait passer ses prévisions de revenus de 349 à 335 millions US. « Les prévisions de RIM demeurent trop optimistes à la lumière du contexte de dépenses en technologies de l’information », écrit le spécialiste.

Les revenus de RIM pourraient également écoper de l’arrivée prochaine de plusieurs concurrents : Palm veut s’attaquer au marché de la messagerie sans fil ; Sprint PCS doit lancer bientôt un service semblable à celui de RIM ; la société californienne Danger offre maintenant un tel appareil, et Good Technology, également de Californie, s’apprête à faire de même. RIM a d’ailleurs lancé trois poursuites contre cette dernière, qu’elle accuse entre autres d’avoir enfreint ses brevets.

Par contre, certains analystes ne craignent pas cette nouvelle concurrence. Barry Richards, de Marchés mondiaux CIBC, est d’avis que RIM saura faire face à la panoplie de nouveaux appareils. « Il y aura de la concurrence, c’est sûr. Mais cette compagnie se comporte

impeccablement depuis son arrivée en Bourse et je ne vois pas pourquoi elle ne fera pas la même chose au cours des cinq prochaines années », indique l’analyste, qui suit le titre de RIM depuis son premier appel public à l’épargne en 1997.

Selon Barry Richards, le titre est présentement sous-évalué étant donné son encaisse qui est de 616 millions US.

« L’action s’échange à un prix ridicule. C’est un peu surprenant. » Il estime que RIM est victime des piètres conditions des marchés, en particulier dans le secteur des technologies de pointe. L’analyste de la CIBC prévoit que l’entreprise connaîtra un retour à la rentabilité au printemps 2003, soit au premier trimestre du prochain exercice financier.

Il croit cependant que la société devra réduire légèrement ses dépenses en recherche et développement. RIM a presque doublé ce budget cette année par rapport à l’année dernière, passant de 25,7 millions à 49,5 millions US actuellement, ce qui représente 16,8 % des revenus.

Selon un analyste, le titre est présentement sous-évalué étant donné son encaisse qui est de 616 millions US. « L’action s’échange à un prix ridicule. C’est un peu surprenant. »

« Ce pourcentage devrait être plutôt entre 10 % et 15 %. Mais pour le moment, l’entreprise demeure en bonne position », affirme Barry Richards.

Pour sa part, l’analyste de Fidelity Jody Simes estime qu’il est normal de voir des sociétés de technologie réserver jusqu’à 20 % de leurs revenus à la recherche et au développement. « Il faut mettre ce chiffre en perspective et étudier les autres données de l’entreprise », a-t-il précisé au cours d’une entrevue.

Par ailleurs, RIM pourrait bénéficier d’un important coup de pouce grâce à la signature de contrats de licence : au printemps dernier, RIM annonçait qu’elle était prête à conclure des ententes avec des tiers intéressés à utiliser sa technologie dans leurs appareils.

Selon l’analyste Barry Richards, il pourrait s’agir du meilleur moyen de rendre l’appareil portatif plus accessible au grand public, qui pour le moment hésite à investir de 300 \$ à 500 \$, sans compter les frais mensuels exigés notamment par Rogers AT&T et Bell Mobilité au Canada. « RIM vend aux grandes entreprises. Les gens ont tendance à ne pas comprendre cet aspect », déplore l’analyste.

Comptables contents au Canada

MADELINE GUAY

LA TOURMENTE financière qui souffle sur les comptables aux États-Unis reste un vent lointain pour les comptables canadiens. Les directeurs et chefs des services financiers canadiens affirment être satisfaits de leur travail et n’envisagent aucun changement de poste avant leur départ à la retraite, indique un sondage mené par Robert Half Management Resources.

Interrogés sur leur plan de carrière, 44 % des 270 cadres financiers joints pour l’étude ont répondu qu’ils envisagent aisément garder leur poste actuel tandis que 22 % des répondants espèrent que le prochain changement professionnel sera le départ à la retraite. Dix pour cent rêvent pour leur part de créer leur propre entreprise.

« En général, les comptables disent avoir de bons avantages et trouver des défis dans leur travail », commente André Filion, directeur principal de la firme de consultation Robert Half Management Resources, spécialisée dans le placement en entreprise d’experts.

Selon le chasseur de têtes-à-chiffres, les comptables canadiens, bien que consternés par les scandales financiers qui entachent leur profession aux États-Unis, ne remettent pas en question leur travail. Ils se disent néanmoins touchés par la perte de confiance des investisseurs envers le marché, dit M. Filion.

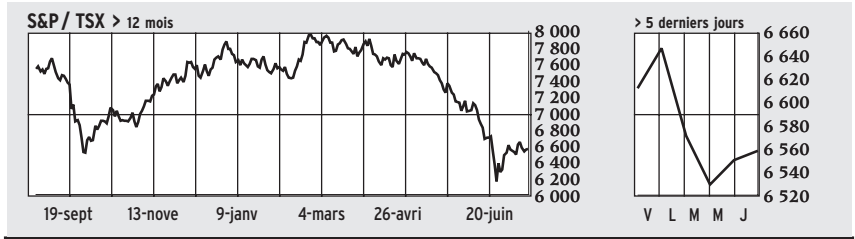
Une donne qui n’aidera en rien à faire remonter la cote de popularité de la profession de comptable agréé, en chute libre depuis quelques années au Québec. Seulement à l’Université du Québec à Montréal, par exemple, 300 étudiants se présentaient à l’examen de l’Institut canadien des comptables agréés à la fin des années 1980 alors qu’aujourd’hui à peine 50 se soumettent à la difficile épreuve. « Les inscriptions en comptabilité ont chuté au milieu des années 1990 mais ont repris dernièrement », commente Diane Lanthier, directrice du département des sciences comptables à l’UQAM. Toutefois, la majorité des étudiants en comptabilité optent aujourd’hui principalement pour des titres de comptables généraux licenciés (CGA) ou de comptables en management accrédités du Québec (CMA). « Tous visent à devenir CA mais, en cours de route, les étudiants dévient en raison du degré de difficulté », dit M^{me} Lanthier.

Le taux de placement joue entre 98 et 100 % dans le cas des trois ordres comptables. Et l’industrie en redemande.

« Les comptables sont conscients de leur avantage sur le marché du travail et aussi de la volatilité de l’économie. Ce sont eux les premiers avertis d’une fusion ou d’une acquisition d’entreprise », dit M. Filion.

INVESTIR

BOURSE DE TORONTO



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
6 545,87	6 571,62	6 523,25	6 557,57	0,12%	-12,95%
ACTIONS NÉGOCIÉES	1 196	GAINS	538	PERTES	469
INCHANGÉES	189				
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	7 992,70	5 992,14	148	185	

SOUS-INDICES					
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
Services financiers	103,75	-0,62	Prod. consom. discr.	72,90	0,58
Matériaux de base	117,57	2,23	Services de télécom.	39,00	1,07
Énergie	126,91	0,61	Prod. consom. de base	161,12	-0,05
Produits industriels	72,50	-0,77	Service publics	136,01	-0,96
Tech. de l'information	14,79	-0,15	Soins de santé	58,24	-0,34

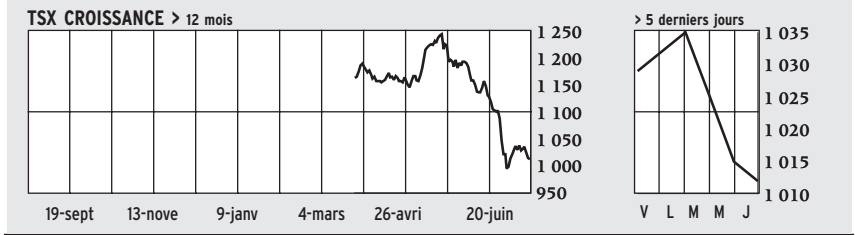
AUTRES INDICES CANADIENS	FERMETURE	VAR.	VAR. (%)	FERMETURE	VAR.	VAR. (%)
S&P / TSX 60	368,72	0,26	0,07	S&P / TSX Moyen. Cap.	425,09	0,69
S&P / TSX Petites cap.	450,58	1,63	0,36	DJ Can. Titans (40)	959,03	-0,15

LES 10 PLUS ACTIFS	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
BOMBARDIER/B	26112735	7,99	-0,16	IVANHOE MINES LTD	2301300	2,75
KINROSS GOLD CORP	4373644	2,92	0,09	BARRICK GOLD CORP	1644878	25,00
CAE INC	4005506	6,34	0,30	TRANSAT A.T. INC	1387900	7,00
BCE INC	3071899	28,02	0,17	HUDSON'S BAY CO	1319961	7,89
PLACER DOME INC	2479639	14,56	0,87	BANQUE IMPERIALE	1293235	43,35

TITRES GAGNANTS EN %	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	TITRES GAGNANTS EN \$	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
TELCO SPLIT CORP	8581	2,85	35,07	GSW INC-CL B SUB	19000	16,00	3,40
GSW INC-CL B SUB	19000	16,00	26,98	LEGG MASON CANADA	2000	70,71	3,11
GSW INC A	6500	16,50	22,22	GSW INC A	6500	16,50	3,00
HUDSON'S BAY CO	1319961	7,89	11,28	IUNIT5 S&P/TSE GO	5935	43,70	2,40
AMVESCAP INC	161565	10,72	9,95	OPEN TEXT CORP	92051	36,16	1,99

TITRES PERDANTS EN %	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	TITRES PERDANTS EN \$	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
MINACS WORLDWIDE	1243669	2,49	-53,89	MINACS WORLDWIDE	1243669	2,49	-2,91
CORETEC INC	1363	2,35	-21,67	CANADIAN NAT.	618354	72,00	-1,91
CONSOLIDATED H/A	10400	2,51	-16,33	REITMANS /A	1000	36,04	-1,78
NEWALTA CORP	223000	3,15	-12,50	VIVENDI UNIVERSAL	83833	16,73	-1,40
LEADING BRANDS	7700	3,00	-11,77	CANADIAN UTIL/A	13338	53,61	-1,39

BOURSE DE CROISSANCE TSX



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
1 006,78	1 014,94	1 007,36	1 012,16	-0,27%	
ACTIONS NÉGOCIÉES	764	GAINS	233	PERTES	248
INCHANGÉES	283				
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	1 256,23	971,03	19	25	

LES 10 PLUS ACTIFS	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
IBI CORPORATION	669500	0,07	0,01	ALOAK CORP	269000	0,03
QUICKSILVER VENT.	400500	0,17	0,00	FIRSTWEB INTERNET	253556	0,08
SOUTHERN STAR RE.	300000	0,03	0,00	MULTI-GLASS INTL	250000	0,09
ASSOT ENERGY RES.	287000	0,38	0,00	GOLDEN FORTUNE I.	209000	0,09
ANTORO RESOURCES	277450	0,47	0,00	ANORQA	200471	0,85

NEW YORK



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
8 745,04	8 854,21	8 687,92	8 818,14	0,86%	-14,77%
ACTIONS NÉGOCIÉES	3 375	GAINS	2 317	PERTES	893
INCHANGÉES	165				
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	10 673,10	7 532,66	1 496	1 534	

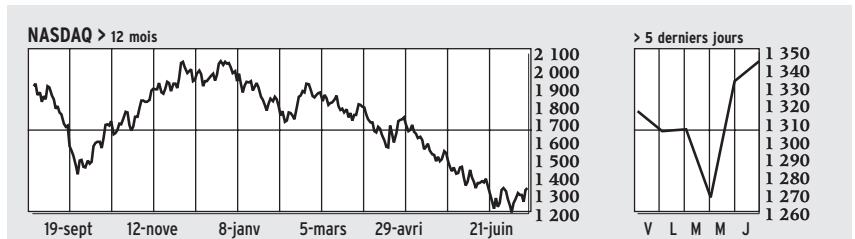
AUTRES INDICES DES AMÉRIQUES					
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
S&P 500 composé	930,25	10,63	Dow Jones serv. publics	242,50	0,08
S&P 100 composé	469,78	5,34	AMEX composé	848,06	8,75
Dow Jones transport	2 319,97	13,85	Russell 2000	390,73	1,32

LES 10 PLUS ACTIFS	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
LUCENT TECH.	26200800	1,47	-0,03	PFIZER INC	15551500	33,59
AOL TIME WARNER	23270300	11,86	0,81	TYCO INTL.	14914500	13,26
GENERAL ELECTRIC	21688000	32,29	0,39	AT&T CORP	14386200	10,55
SOLECTRON CORP	19882500	3,10	-0,02	THE WALT DISNEY	12540400	15,15
CITIGROUP INC	16810600	35,81	0,57	HOME DEPOT INC	12521800	28,93

TITRES GAGNANTS EN %	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	TITRES GAGNANTS EN \$	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
PARKER DRILLING	1205100	2,51	21,26	BERKSHIRE HATH./B	16470	2495,0	55,00
CABLEVISION SYS/A	4854000	6,39	21,02	SPX CORP	457700	105,01	4,39
RAINBOW MEDIA G/A	2050500	7,60	19,69	CLEAR CHANNEL CO.	10190100	30,54	3,91
FLEETWOOD ENTERP.	297900	3,77	17,45	FOREST LABORATOR.	3451100	73,24	3,74
DYNEX CAPITAL INC	37100	4,87	16,87	INTL. GASE TECHNO.	1019500	63,53	3,73

TITRES PERDANTS EN %	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	TITRES PERDANTS EN \$	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
CRYOLIFE INC	1468600	2,03	-63,09	WASHINGTON P/B	18900	648,95	-3,80
AQUILA INC	11640300	2,40	-51,52	CRYOLIFE INC	4668600	2,03	-3,47
NRG ENERGY INC-CO	134800	2,94	-22,63	AQUILA INC	11640300	2,40	-2,55
TELE CENTRO OESTE	1775000	2,20	-18,52	GENERAL DYNAMICS	4733200	76,30	-2,31
ALSTOM SA-SPONS	18700	6,85	-17,27	ANTHEM INC	1946300	59,65	-2,23

NASDAQ



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
1 339,60	1 350,92	1 322,11	1 345,01	0,80%	-29,91%
ACTIONS NÉGOCIÉES	3 596	GAINS	1 707	PERTES	1 072
INCHANGÉES	330				
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	2 098,88	1 192,42	1 713	1 605	

SOUS-INDICES					
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
Assurances	2 421,88	1,00	Industrielles	1 026,40	12,74
Banques	2 368,16	7,82	Télécomm.	93,92	1,47
Finances	2 149,94	11,65	Transports	1 184,07	6,49

LES 10 PLUS ACTIFS	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
CISCO SYSTEMS	66011000	14,36	0,01	MICROSOFT CORP	41557100	49,77
SUN MICROSYS.	50650600	4,11	-0,34	PALM INC	35650600	0,70
ORACLE CORP	50504900	10,12	0,07	DELL COMPUTER	28782200	27,14
ERICSSON (LM) TEL	45574300	0,55	-0,10	APPLIED MATERIALS	28377500	13,86
INTEL CORP	44276600	18,61	0,32	BEA SYSTEMS INC	27741500	6,12

TITRES GAGNANTS EN %	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	TITRES GAGNANTS EN \$	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
ECHAPMAN INC	587900	0,18	124,72	SCANSOURCE INC	124600	57,68	5,03
VERTEX INTERACT.	1996900	0,14	100,00	VITAL SIGNS INC	96000	32,80	3,60
SIRIUS SATELLITE	7261400	1,44	89,47	COGNIZANT TECH S.	535700	58,45	3,21
ANGIOCORP	10200	0,21	75,00	EXPEDIA INC-CL A	2224800	52,60	2,86
THINKPATH INC	4433300	0,13	54,03	FRED'S INC	429000	31,07	2,72

TITRES PERDANTS EN %	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	TITRES PERDANTS EN \$	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
INTERPLAY ENT.	1713400	0,21	-48,78	PETROLEUM HELIC.	26700	29,76	-2,99
MCDONALD VALLEY	14900	0,01	-45,00	WARWICK VALLEY T.	2200	47,50	-2,97
CTC COMMUNICATION	3275600	0,13	-43,48	FIRST REGIONAL B.	1700	11,99	-2,86
BIG BUCK BREWERY	11600	0,13	-40,18	DSK HEALTHCARE R.	451400	27,99	-2,36
TCSI CORPORATION	539100	0,35	-38,60	TRANSACTION SYS/A	1547500	8,50	-2,22

NASDAQ CANADA	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
	211,60	212,10	207,45	211,43	-1,50%	-41,68%
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT	
	402,20	199,30	41	38		

Source: Bloomberg

TORONTO – Le principal indice de la Bourse de Toronto a fait du surplace hier. Les investisseurs ont semblé se demander s’il vaut mieux racheter les titres déchus dans l’espoir que le marché ait touché le fond du baril, ou ramasser ses billes et se retirer du jeu devant la faiblesse des indicateurs du secteur manufacturier aux États-Unis.

L’indice composite S&P/TSX a ainsi grignoté 7,5 malheureux points, ou 0,11 %, pour clôturer à 6557,57.

« Si vous essayez de garder la mire sur l’évolution du marché, vous visez une cible insaisissable car elle va dans tous les sens », a observé Fred Ketchen, directeur du commerce des valeurs mobilières chez ScotiaMcLeod Inc.

Après avoir continué sur la lancée de mercredi, les acheteurs sur la Bourse de Toronto ont soudainement mis le pied sur le frein à la mi-séance, après la publication des dernières données économique, qui brossent un tableau maussade quant à la reprise américaine.

L’indice de la Fed de Philadel-

Presse Canadienne

L’ACTION d’Air Canada a repris du tonus, hier, malgré les inquiétudes concernant United Airlines, un important partenaire du transporteur montréalais au sein de l’alliance Star.

La société mère de United Airlines, UAL Corp., a fait savoir mercredi qu’elle pourrait se placer sous la protection de la loi sur les faillites à l’automne. United Airlines est le deuxième transporteur américain et il fournit à Air Canada la moitié des passagers qui lui parviennent dans le cadre de l’alliance Star.

Hier, Air Canada a tenté de rassurer les investisseurs et clients en affirmant que ses activités ne seront pas perturbées par la crise financière que traverse son principal

Le NASDAQ se retirerait du Japon

Reuters

NEW YORK — La décision très attendue du retrait du NASDAQ du Japon sera annoncée aujourd’hui à la suite d’un conseil d’administration extraordinaire de NASDAQ Japon, selon le *Nihon Keizai Shimbun* (Nikkei).

NASDAQ Japon a fait savoir mardi qu’il ferait connaître au cours du mois d’août sa décision sur le sort de sa filiale déficitaire japonaise, l’un des trois marchés boursiers japonais spécialisés dans les entreprises en démarrage.

Un porte-parole du NASDAQ américain a déclaré hier après-midi qu’aucune décision n’avait été prise sur le sujet.

D’après le *Mainichi Shimbun*, qui confirme que la centaine de valeurs de NASDAQ Japon demeureront cotées en Bourse d’Osaka, partenaire de NASDAQ Japon, l’annonce du repli de la Bourse américaine est pour le 20 août.

NASDAQ Japon, qui est une section de la Bourse d’Osaka, la deuxième de l’archipel, maintiendra son partenariat avec celle-ci jusqu’à la fin de l’année, selon l’édition en ligne du Nikkei.

Si NASDAQ Japon ne trouve pas de moyen de survie en fusionnant avec les deux autres marchés japonais dédiés aux entreprises en démarrage, la marque NASDAQ disparaîtra complètement du Japon, poursuit le Nikkei.

Depuis sa création en juin 2000, NASDAQ Japon a vu ses pertes cumulées atteindre quelque 5,3 milliards de yens (45,3 millions US) à la fin 2001, ajoute le quotidien.

NASDAQ Japon est contrôlé par le NASDAQ américain et la société japonaise Softbank, à hauteur de 43 % chacun. Le reste du capital est détenu par diverses autres sociétés.

Le NASDAQ américain a annoncé la semaine dernière une chute de 55 % de son bénéfice au deuxième trimestre, en raison notamment de l’érosion de ses investissements dans NASDAQ Japon.

PRESSE | MONTRÉAL | VENDREDI 16 AOÛT 2002

D8

Valuers	Div	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	ch.	52 sem.	Net	52 sem.	Valuers	Div	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	ch.	52 sem.	Net	52 sem.	Valuers	Div	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	ch.	52 sem.	Net	52 sem.	Valuers	Div	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Net	ch.	52 sem.	Net	52 sem.																		
A-B										D-E										H-I										N-O																															
AAR	10	2007	67	5.89	6.00	-0.05					GoldWf	29	12228	68.99	66.31	68.95	1.78					LorLaSp	5628	0.50	0.47	0.48	0.01						PepsiA-	20	1420	14.04	14.31	14.30	0.02					SonyCo	20	1420	14.04	14.31	14.30	0.02					VarianM	6003	43.40	41.85	43.40	1.55	
ABNIN	99	4032	87	7.86	8.02	-0.05					Goodrich	800	15494	21.30	20.35	21.22	0.28					LaPac	3735	7.79	7.37	7.60	0.20						Primar	67	230	5.10	4.84	5.10	0.22					SourcIn	4.60	105	99.50	58.00	99.00	1.90					VerzonC	514	64062	34.11	30.00	30.45	-0.50
ACM Inc	51	285	420	4.12	4.16	0.04					Goodyear	48	21774	14.41	14.10	14.58	0.20					LuByus	138	5.38	5.22	5.14	0.08						Prmion	67	230	5.10	4.84	5.10	0.22					SourcIn	4.60	105	99.50	58.00	99.00	1.90					VerzonC	514	64062	34.11	30.00	30.45	-0.50
ACM MI	18390	212	1.97	2.02	0.05						Gothick	90	2.50	2.45	2.46	0.01					Lucent	889333774	5.14	5.14	5.14	0.00						Pfizer	150	224	20.90	20.51	20.90	0.22					SwtAirG	82	6047	12.28	11.49	12.48	0.14					Vishay	12536	1643	15.14	16.24	1.04		
AES CP	247	5570	31.49	30.42	30.98	-0.52					GrainCo	1066	1217	10.70	10.94	10.25					MDU	981	1575	23.77	23.73	0.00							PhmRes	2685	288	7.70	7.75	0.03						Vitro	08	97	3.02	2.90	0.02												
AES CS	32928	9.30	8.32	9.20	0.52						Guidant	20543	37.15	36.00	36.94	0.58					Marathon	92	7090	25.82	24.98	25.45	0.55						PhmRes	2685	288	7.70	7.75	0.03						Vitro	08	97	3.02	2.90	0.02												
AMC	32928	9.30	8.32	9.20	0.52						Hall Hi	3.18	349	15.28	15.01	15.19	0.06				Marathon	92	7090	25.82	24.98	25.45	0.55						PhmRes	2685	288	7.70	7.75	0.03						Vitro	08	97	3.02	2.90	0.02												
AMC	32928	9.30	8.32	9.20	0.52						Hawth	10	39275	15.22	14.01	15.12	0.94				Marathon	92	7090	25.82	24.98	25.45	0.55						PhmRes	2685	288	7.70	7.75	0.03						Vitro	08	97	3.02	2.90	0.02												
AMC	32928	9.30	8.32	9.20	0.52						Hawth	10	39275	15.22	14.01	15.12	0.94				Marathon	92	7090	25.82	24.98	25.45	0.55						PhmRes	2685	288	7.70	7.75	0.03						Vitro	08	97	3.02	2.90	0.02												
AMC	32928	9.30	8.32	9.20	0.52						Hawth	10	39275	15.22	14.01	15.12	0.94				Marathon	92	7090	25.82	24.98	25.45	0.55						PhmRes	2685	288	7.70	7.75	0.03						Vitro	08	97	3.02	2.90	0.02												
AMC	32928	9.30	8.32	9.20	0.52						Hawth	10	39275	15.22	14.01	15.12	0.94				Marathon	92	7090	25.82	24.98	25.45	0.55						PhmRes	2685	288	7.70	7.75	0.03						Vitro	08	97	3.02	2.90	0.02												
AMC	32928	9.30	8.32	9.20	0.52						Hawth	10	39275	15.22	14.01	15.12	0.94				Marathon	92	7090	25.82	24.98	25.45	0.55						PhmRes	2685	288	7.70	7.75	0.03						Vitro	08	97	3.02	2.90	0.02												
AMC	32928	9.30	8.32	9.20	0.52						Hawth	10	39275	15.22	14.01	15.12	0.94				Marathon	92	7090	25.82	24.98	25.45	0.55						PhmRes	2685	288	7.70	7.75	0.03						Vitro	08	97	3.02	2.90	0.02												
AMC	32928	9.30	8.32	9.20	0.52						Hawth	10	39275	15.22	14.01	15.12	0.94				Marathon	92	7090	25.82	24.98	25.45	0.55						PhmRes	2685	288	7.70	7.75	0.03						Vitro	08	97	3.02	2.90	0.02												
AMC	32928	9.30	8.32	9.20	0.52						Hawth	10	39275	15.22	14.01	15.12	0.94				Marathon	92	7090	25.82	24.98	25.45	0.55						PhmRes	2685	288	7.70	7.75	0.03						Vitro	08	97	3.02	2.90	0.02												
AMC	32928	9.30	8.32	9.20	0.52						Hawth	10	39275	15.22	14.01	15.12	0.94				Marathon	92	7090	25.82	24.98	25.45	0.55						PhmRes	2685	288	7.70	7.75	0.03						Vitro	08	97	3.02	2.90	0.02												
AMC	32928	9.30	8.32	9.20	0.52						Hawth	10	39275	15.22	14.01	15.12	0.94				Marathon	92	7090	25.82	24.98	25.45	0.55						PhmRes	2685	288	7.70	7.75	0.03						Vitro	08	97	3.02	2.90	0.02												
AMC	32928	9.30	8.32	9.20	0.52						Hawth	10	39275	15.22	14.01	15.12	0.94				Marathon	92	7090	25.82	24.98	25.45	0.55						PhmRes	2685	288	7.70	7.75	0.03						Vitro	08	97	3.02	2.90	0.02												
AMC	32928	9.30	8.32	9.20	0.52						Hawth	10	39275	15.22	14.01	15.12	0.94				Marathon	92	7090	25.82	24.98	25.45	0.55						PhmRes	2685	288	7.70	7.75	0.03						Vitro	08	97	3.02	2.90	0.02												
AMC	32928	9.30	8.32	9.20	0.52						Hawth	10	39275	15.22	14.01	15.12	0.94				Marathon	92	7090	25.82	24.98	25.45	0.55						PhmRes	2685	288	7.70	7.75	0.03						Vitro	08	97	3.02	2.90	0.02												
AMC	32928	9.30	8.32	9.20	0.52						Hawth	10	39275	15.22	14.01	15.12	0.94				Marathon	92	7090	25.82	24.98	25.45	0.55						PhmRes	2685	288	7.70	7.75	0.03						Vitro	08	97	3.02	2.90	0.02												
AMC	32928	9.30	8.32	9.20	0.52						Hawth	10	39275	15.22	14.01	15.12	0.94				Marathon	92	7090	25.82	24.98	25.45	0.55						PhmRes	2685	288	7.70	7.75	0.03						Vitro	08	97	3.02	2.90	0.02												
AMC	32928	9.30	8.32	9.20	0.52						Hawth	10	39275	15.22	14.01	15.12	0.94				Marathon	92	7090	25.82	24.98	25.45	0.55						PhmRes	2685	288	7.70	7.75	0.03						Vitro	08	97	3.02	2.90	0.02												
AMC	32928	9.30	8.32	9.20	0.52						Hawth	10	39275	15.22	14.01	15.12	0.94				Marathon	92	7090	25.82	24.98	25.45	0.55						PhmRes	2685	288	7.70	7.75	0.03						Vitro	08	97	3.02	2.90	0.02												
AMC	32928	9.30	8.32	9.20	0.52						Hawth	10	39275	15.22	14.01	15.12	0.94				Marathon	92	7090	25.82	24.98	25.45	0.55						PhmRes	2685	288	7.70	7.75	0.03						Vitro	08	97	3.02	2.90	0.02												
AMC	32928	9.30	8.32	9.20	0.52						Hawth	10	39275	15.22	14.01	15.12	0.94				Marathon	92	7090	25.82	24.98	25.45	0.55						PhmRes	2685	288	7.70	7.75	0.03						Vitro	08	97	3.02	2.90	0.02												
AMC	32928	9.30	8.32	9.20	0.52						Hawth	10	39275	15.22	14.01	15.12	0.94				Marathon	92	7090	25.82	24.98	25.45	0.55						PhmRes																												

Télé globe n'a toujours pas d'acheteur

FRANCIS VAILLES

La société montréalaise Télé-globe, insolvable, n'a toujours pas scellé d'entente pour vendre le coeur de ses activités, bien que la date limite qui avait été avancée soit dépassée.

Dans un communiqué, hier, le télécommunicateur du groupe BCE affirme avoir reçu plusieurs offres et être en négociation en vue d'en arriver à une entente définitive visant la vente de ses activités de services vocaux et de traitement relié de données. Le porte-parole, Laurent Pépin, parlait d'une question de jours, sans être plus précis.

Télé globe, rappelons-le, s'est protégée de ses créanciers le 15 mai en ayant recours à la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies. Elle doit environ 1,2 milliard US à un syndicat bancaire, constitué des principales banques canadiennes, et tout autant aux porteurs d'obligations.

Le communiqué d'hier n'est guère plus précis que celui du 18

juillet. L'entreprise indiquait alors poursuivre les pourparlers avec certains des 10 soumissionnaires intéressés jusqu'en date du 12 août 2002 approximativement. À ce moment, des offres finales devaient être présentées.

Plusieurs noms d'acquéreurs potentiels ont été avancés, notamment celui de IDT Corp., une entreprise du New Jersey active dans les appels interurbains (comme redevendeur) et les services téléphoniques Internet. Il a également été question de l'allemande Deutsche Telekom, de la belge Belgacom, de Oaktree Management Capital et des compagnies de téléphones concurrentes de Bell Canada.

Chose certaine, Bell, principal client de Télé globe, ne fait pas partie de la courte liste du télécommunicateur, a-t-on récemment indiqué chez BCE. Le 24 juillet, cette dernière entreprise jetait officiellement l'éponge dans le dossier Télé globe, effaçant du même coup 7,4 milliards de ses livres, soit la valeur de son placement dans cette ex-étoile de l'homme d'affaires Charles Siros. BCE était officiellement détenteur de l'ensemble des actions de Télé globe le 1^{er} novembre 2000.



Le président de BCE, Michael Sabia.

Photothèque PC ©

S&P relève la cote de BCE

FRANCIS VAILLES

LE GROUPE de communications montréalais BCE regagne la confiance de l'agence de notation financière Standard & Poor's, hier. L'agence a relevé la cote de crédit de BCE de A-2 à A-1 pour la portion à court terme de sa dette, soit un cran sous la meilleure cote attribuée par l'agence.

S&P a aussi relevé la cote du papier commercial de BCE (échéant au cours des neuf prochains mois)

de A-1 (bas) à A-1 (moyen). Au 30 juin, BCE avait une dette à court terme de 4,5 milliards de dollars.

Selon l'agence, BCE bénéficiera du rachat des 20 % d'actions de sa filiale Bell Canada détenu par l'américaine SBC Communications. Pour financer cette transaction de 6,32 milliards, rappelons-le, BCE vient notamment de récolter 2,1 milliards avec une émission d'actions ordinaires. L'entreprise a obtenu entre 500 millions et 1 milliard de plus qu'elle prévoyait à

l'origine. Ce succès pourrait lui permettre de réduire l'emprunt à long terme envisagé dans le financement, qu'on prévoyait être entre de 1 et 2 milliards.

S&P accorde à BCE une cote de crédit de A pour sa dette à long terme, qui était de 11,2 milliards le 30 juin. Cette cote est de cinq niveaux au-dessus du niveau de celui des obligations de pacotille (*junk bonds*).

Hier, le titre de BCE a terminé la journée à 28,02 \$, en hausse de 17 cents à la Bourse de Toronto.

IBM

AFFAIRES

Le meilleur choix «affaires»



NetVista modèle A30p

Incluant un écran CRT de 17 po¹ et une imprimante Lexmark Z35

NETVISTA A30P (KAF)

- Processeur Intel[®] Pentium[®] 4 à 1,8 GHz
- Mémoire DDR SDRAM de 256 Mo
- Disque dur EIDE ATA/100 de 40 Go
- CD-RW 40X/12X/40X²
- Modem de 56 kbps V.90
- Carte Ethernet 10/100 Mbps
- Carte graphique AGP 4X RADEON/DDR SDRAM 64 Mo
- Carte de son SoundMax avec SPX intégré et haut-parleurs stéréo Infinity
- Clavier Rapid Access[™] III IBM
- Souris ScrollPoint[™] III IBM
- Windows[®] XP Édition familiale de Microsoft[™]
- Suite Works de Microsoft
- Permis Lotus[®] SmartSuite[™] Millennium
- Norton AntiVirus 2002
- Logiciel PC Rapid Restore[™] d'IBM – Téléchargement gratuit*
- Garantie limitée de un an

1 899\$

2NVF055

POUR SEULEMENT 160\$

(après réduction postale**)

Optez pour un écran CRT de 19 po¹ et une imprimante Lexmark Z55. Valable exclusivement à l'achat d'un PC NetVista.

NETVISTA A30P (27F)

- Processeur Intel Pentium 4 à 2,0 GHz
- Mémoire DDR SDRAM de 256 Mo
- Disque dur EIDE ATA/100 de 40 Go
- CD-RW 40X/12X/40X²
- DVD-ROM 16X²
- Modem de 56 kbps V.90
- Carte Ethernet 10/100 Mbps
- Carte graphique AGP 4X NVIDIA GeForce4 MX 420 avec port téléviseur/DDR SDRAM 64 Mo
- Carte de son SoundMax avec SPX intégré et haut-parleurs stéréo Infinity
- Clavier Rapid Access III IBM
- Souris ScrollPoint III IBM
- Windows XP Édition familiale de Microsoft
- Permis Lotus Client Notes[™]
- Permis Lotus SmartSuite Millennium
- Norton AntiVirus 2002
- Logiciel PC Rapid Restore d'IBM – Téléchargement gratuit*
- Garantie limitée de un an

2 099\$

2NVF064

THINKPAD R32 (CFF)

- Processeur Intel Pentium 4 - M pour PC portables à 1,80 GHz
- Mémoire DDR SDRAM de 256 Mo
- Disque dur EIDE ATA/100 de 30 Go
- Écran XGA TFT à matrice active de 14,1 po
- DVD-ROM 8X²
- Modem de 56 kbps V.92
- Carte Ethernet 10/100 Mbps
- Carte graphique AGP 4X ATI MOBILITY RADEON Open GL 3D/DDR SDRAM 16 Mo
- Carte de son compatible SoundBlaster Pro avec haut-parleurs intégrés
- IBM ThinkLight[™] pour l'éclairage du clavier
- Ultrabay[™] Plus pour échanger les options communes entre ThinkPad
- Windows XP Professionnel de Microsoft
- Permis Lotus SmartSuite Millennium
- Norton AntiVirus 2002
- Logiciel PC Rapid Restore d'IBM – Téléchargement gratuit*
- Garantie internationale limitée de un an

3 149\$

2658CFF

POUR SEULEMENT 199\$

Ajoutez à votre bloc-notes Série R notre ensemble de bureau incluant un duplicateur de ports, un écran de 17 po¹, un clavier Rapid Access, une souris optique ainsi qu'une mallette de transport. Valable uniquement à l'achat d'un ThinkPad.

THINKPAD R32 (CTF)

- Processeur Intel Pentium 4 - M pour PC portables à 1,80 GHz
- Mémoire DDR SDRAM de 256 Mo
- Disque dur EIDE de 40 Go
- Écran XGA TFT à matrice active de 14,1 po
- Unité combinée CD-RW/DVD-ROM 8X/8X/24X/8X²
- Modem de 56 kbps V.92
- Carte Ethernet 10/100 Mbps
- Accès au réseau local sans fil 802.11b, antenne double pour un signal plus puissant
- Carte graphique AGP 4X ATI Mobility RADEON Open GL 3D/DDR SDRAM 16 Mo
- Carte de son compatible SoundBlaster Pro avec haut-parleurs stéréo intégrés
- Sous-système de sécurité intégré IBM protégeant vos données et vos communications sur Internet
- IBM ThinkLight pour l'éclairage du clavier
- Ultrabay Plus pour échanger les options communes entre ThinkPad
- Windows XP Professionnel de Microsoft
- Permis Lotus SmartSuite Millennium
- Norton AntiVirus 2002
- Logiciel PC Rapid Restore d'IBM – Téléchargement gratuit*
- Garantie internationale limitée de un an

3 749\$

2658CTF



Profitez de la livraison gratuite à l'achat de tout PC NetVista ou ThinkPad sur le Web.

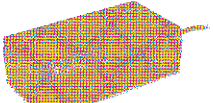
Les PC IBM utilisent une version originale de Microsoft[®] Windows[™] www.microsoft.com/piracy/howtotell

AMÉLIOREZ LES PERFORMANCES DE VOTRE NETVISTA OU THINKPAD À PROCESSEUR INTEL GRÂCE À NOTRE VASTE GAMME D'ACCESSOIRES.

69\$
PCPR1S
Plan de protection pour ThinkPad

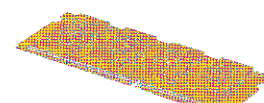
Un an de protection contre les petits accidents, incluant les cafés renversés et les surcharges électriques.

159\$
33L3477



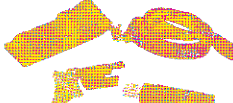
Onduleur UPS 500 IBM
Protège vos données en cas de panne de courant, de baisse de tension ou de surcharge.

164\$
33L3304



Mémoire DDR SDRAM de 256 Mo
L'ajout de mémoire aide à optimiser les performances de votre PC.

199\$
22P8996



Clé à mémoire USB de 128 Mo
La façon simple et rapide de transporter des fichiers.

749\$
9512AB1



Écran plat T541 de 15 po
Son design peu encombrant et son poids léger vous permettent de travailler où vous voulez. Disponible en noir et en blanc.

Commandez via Internet à **www.ibm.ca/lamaison/lpven**

ou par téléphone au **1 877 553-6533**

Taxes en sus. Les frais de transport et de manutention, sauf avis contraire, ne sont pas remboursables et seront facturés en sus. Les frais de transport sont de 4,95 \$ pour les accessoires de moins de 75 \$; de 9,95 \$ pour les accessoires dont le prix varie entre 75 \$ et 500 \$; de 14,95 \$ pour les accessoires dont le prix varie entre 500 \$ et 1 000 \$; les imprimantes, les numériseurs, les écrans et les projecteurs, de 59,95 \$ pour les accessoires de plus de 1 000 \$ et les PC sans écran; de 69,95 \$ pour les PC avec écran. Les accessoires (à l'exception des imprimantes, des numériseurs, des écrans et des projecteurs) seront expédiés sans frais supplémentaires à l'achat d'un système. Certains produits peuvent être légèrement différents de ceux qui sont illustrés ci-dessus. IBM se réserve le droit de modifier ou de retirer n'importe quel produit ou service en tout temps, sans préavis. Les quantités peuvent être limitées. Ces offres ne s'appliquent pas aux achats en gros et ne peuvent être combinées avec aucune autre promotion. Jusqu'à épuisement des stocks. *Requiert un accès à Internet, non inclus. **Après la réduction postale de 50 \$ offerte par Lexmark. Offre de réduction valide jusqu'au 31 août 2002. 1. Grandeur de l'image mesurée en diagonale. Varie selon le modèle. 2. Vitesse de lecture variable. La vitesse de lecture réelle peut varier et est souvent inférieure à la vitesse maximale permise. IBM, ThinkPad, Ultrabay, ThinkLight, ScrollPoint, Rapid Access, PC Rapid Restore et NetVista sont des marques déposées ou des marques de commerce d'IBM Corporation, utilisées sous licence par IBM Canada Ltée. Intel, Intel Inside, Pentium, Celeron et le logo Intel Inside sont des marques déposées d'Intel Corporation ou de ses filiales aux États-Unis et dans d'autres pays. Windows et Microsoft sont des marques déposées de Microsoft Corp. Lotus, Notes et SmartSuite sont des marques déposées de Lotus Development Corporation. Tous les autres noms de produit ou marques appartiennent à leurs détenteurs respectifs.